

Sud Ouest Dimanche

28 février 2021

Tirage : 204 002 ex - Audience 932 000

**SUD
OUEST
dimanche**

MARIAGES

« Ce n'est plus la même magie » Pages 14-15

FOOTBALL/GIRONDINS

Désormais, il faut parler de maintien P. 34



GIRONDE

DIMANCHE 28 FÉVRIER 2021 | SUD OUEST.fr | 2,00€

Ces petits patrons qui résistent à la crise



Ils sont commerçants, hôteliers ou viticulteurs et se maintiennent à flots

Malgré la crise, ils ont trouvé l'énergie pour rebondir et s'adapter

L'État et des associations leur viennent aussi en aide
Pages 2 à 4

Florence Maneix dans son magasin, Stéphane Defraîne, le viticulteur, et Emmanuel Petit, le patron de l'hôtel Eklo. G.B. ET L.T.



SERGE GAINSBORG

Trente ans après, il fascine toujours

Le 2 mars 1991, l'artiste était retrouvé mort chez lui. Ce provocateur, qui avait su apprivoiser tous les genres et tous les styles, laisse un héritage immense
Pages 24 et 25

COVID-19

Après Nice et Dunkerque, d'autres confinements ?
Pages 8 et 9

PÉRIGUEUX

Double évasion spectaculaire à la prison **Page 9**

R 20300137270 2 00€ - 0228

Couleur VILLAS
maisons individuelles
Groupe HDV

L'élégance en toute simplicité

www.couleur-villas.fr



Face au Covid : ces petits patro

La marée basse des dépôts de bilan, après un an de crise, cache un océan de difficultés chez certains, qui doivent leur survie à l'État, mais aussi à leur capacité de résilience.

Pascal Rabiller
p.rabiller@sudouest.fr

Les bricoleurs qui fréquentent l'endroit, mais aussi les férus d'histoire, savent qu'il repose sur les fondations du Bordeaux médiéval. Au hasard de leur quête de vis, pot de peinture, colle extra-forte, les clients du magasin Bricorelais de Bordeaux, cours Victor-Hugo, ont l'occasion de poser les pieds sur un sol de verre qui révèle les vestiges d'une des deux tours qui, au Moyen Âge, flanquaient la grosse cloche, le vieux beffroi de l'ancienne mairie de la cité, qui résonne encore à quelques mètres de là.

Trois jours de sidération

Parce qu'il repose sur une partie de son histoire et qu'il semble faire partie du patrimoine commercial des bricoleurs urbains de Bordeaux on pourrait le croire installé ici pour toujours. Mais Florence Maneix sait qu'il n'en est rien. Si les rideaux de son magasin se lèvent encore six jours sur sept, c'est en grande partie parce qu'elle se bat pour le maintenir en vie depuis le 17 mars dernier. Jusqu'à cette date, la copropriétaire du lieu pensait avoir tout vu. Les samedis jaunés de gilets qui s'enchaînaient, les défilés réguliers de manifestations qui passaient invariablement par cet axe. Mais la mi-mars 2020 l'a précipitée dans une situation inédite.

« Lors des trois premiers jours du confinement, quand le magasin a dû fermer j'étais dans un état de sidération. Incapable d'envisager l'avenir, dévorée par la peur avec dans la tête des questions obsédantes qui m'empêchaient de dormir : Comment va-t-on faire pour sauver le magasin ? Que vont devenir les collaborateurs ? La seule réponse qui tournait en

boucle était : C'est la fin, cette fois on ne va pas s'en sortir. »

Pourtant, le matin du quatrième jour, à quatre heures du matin, Florence relance la machine. « Une de mes filles, qui

« On m'interroge sur la santé du magasin, mais jamais personne ne semble s'inquiéter de la mienne »

travaille à mes côtés, m'a secouée et puis j'ai repensé à ce que je proposais : Comment les gens pouvaient-ils faire sans gaz, sans trouver de quoi réparer des fuites ? Au fond, je me suis souvenue qu'avant tout nous vendons de l'urgence avec notre commerce de bricolage de proximité. »

« Je rêvais de la pénurie »

Avec sa fille elles se lancent dans le retrait en magasin, le cliqué retiré. « Nous partions de zéro, nous avons bataillé avec le téléphone, nous avons dynamisé la page Facebook du magasin ». Les citoyens en quête d'occupation répondent présent... Ce qui parfois rajoute de la difficulté aux difficultés. « Contrairement aux grandes enseignes, nous ne disposons pas d'un stock infini. Nous manquons régulièrement de produits, c'était la course à la fourniture pour nous aussi. Cette pénurie régulière, j'en rêvais la nuit ! » Et quand elle n'en rêvait pas, c'est qu'elle consacrait une partie de sa nuit à charger sa voiture personnelle de matériaux récupérés chez les fournisseurs.

De cette période curieuse, Florence n'a pas que des mauvais souvenirs. « Il fallait



Florence Maneix cogère le magasin Bricorelais de Bordeaux Victor Hugo où elle a retiré son masque juste le temps d'une photo BONNALD GUILLAUME / SUD OUEST

éviter de mettre l'équipe de neuf collaborateurs dans la difficulté. Il fallait répondre aux besoins de clients nouveaux qui étaient enthousiastes, plutôt sympas, patients aussi. À tel point que même si sur le plan des affaires c'était compliqué, nous sommes passés de 170 000 euros de chiffre d'affaires en avril 2019 à 37 000 en

2020 - , j'ai finalement apprécié ce premier confinement. Je me disais que, peut-être, nous étions tous en train de changer... »

« Tension palpable »

Le deuxième confinement, du 30 octobre au 15 décembre, a tout cassé pour Florence. « Je ne reconnaissais plus les gens. La

tension était palpable, les règles sanitaires, le gel, les masques, l'attente aussi avant de rentrer, tout était sujet à énervement. Dans le même temps, les collaborateurs étaient aussi plus tendus, moins impliqués. Je n'arrivais plus à fidéliser les équipes. Je pensais que cela ne durerait pas, mais depuis la sortie de ce deuxième confinement, cette

Le patron d'Eklo croit toujours à son concept hôtelier écolo

Comme toute l'hôtellerie, la jeune chaîne bordelaise Eklo souffre, mais son PDG parie sur l'avenir de son projet éco et écolo

« J'ai toujours été optimiste, aussi, j'ai assez vite renoncé à me morfondre sur l'année 2020 pour regarder plus loin. Il ne faut pas être dans le déni, la période est dure, mais nous devons construire l'avenir. »

C'est sans doute parce qu'il adore la voile, au point d'avoir, depuis son ordinateur, participé de bout en bout au dernier Vendée Globe via le jeu vidéo Virtual Regatta, qu'Emmanuel Petit n'a pas peur des vagues, quelles qu'elles soient, et préfère regarder vers l'horizon pour maintenir son cap.

Un sixième hôtel inauguré

Pourtant, des raisons de se morfondre il en aurait, car quand la crise sanitaire est survenue, la dynamique de croissance du concept, dont le vais-

seau amiral est installé à Bordeaux, s'est engluée dans une mer d'huile. « 2020 devait être l'année de l'accélération de notre chaîne Eklo... C'est très frustrant, mais ce n'est que partie remise car malgré la perte de 56 % de notre chiffre d'affaires annuel et la disparition d'un million d'euros de trésorerie, mes équipes et moi continuons d'avancer, bien soutenus par les aides d'État qui nous ont maintenus à flot ».

La preuve ? Il y a quelques semaines, la société qu'il dirige a inauguré son sixième hôtel.

« Notre concept, que nous avons encore affiné pendant les confinements, d'hôtels à ossature bois, à la fois économiques et écologiques, répond à une attente des consommateurs qui va se confirmer après

cette crise », prophétise-t-il avant d'ajouter, « nous sommes dans le vrai ».

Rassurer les équipes

Un discours à même de rassurer les équipes des hôtels, au total 70 personnes à ce jour, qui ont vécu très durement les périodes de chômage partiel.

« Nous travaillons sur de nouvelles implantations en France. Nous avons perdu du temps sur notre plan de marche, mais l'équipe de six personnes qui m'entoure au siège social se bat chaque jour pour rattraper le retard. »

Bref, ce qu'il n'a pas tout à fait réussi à faire virtuellement lors du Vendée Globe, Emmanuel Petit entend bien le réussir dans sa vraie vie d'hôtelier. P.R.



Emmanuel Petit (au centre) aux côtés de membres de son équipe de l'hôtel, « vaisseau amiral » de son concept, situé à Bordeaux Bastide GUILLAUME BONNALD / SUD OUEST

ns qui font de la résistance



Château Bone, l'événementiel « quoi qu'il m'en coûte »

L'aventure de ce lieu réceptif avec gîtes, à Gauriac (33), entamée au premier confinement, a tenu grâce aussi à l'obstination de son gestionnaire

« Ce qui est le plus dur à digérer concernant cette crise ? Sans contestation possible, c'est le fait que même en travaillant dur, la récompense n'est pas toujours au bout. » Issu d'une famille bretonne de terriens, persuadée que l'ascenseur social n'est propulsé que par l'énergie du travail, Grégory Péron n'est pas du genre à attendre la fin d'une crise en rentrant la tête dans les épaules.

Après des années d'expertise dans le domaine de l'événementiel, il a décidé de s'embarquer dans une aventure entrepreneuriale qu'il savait risquée. « Mais je l'ai fait en toute confiance, aux côtés d'un associé, Mathieu Motin, un ami très proche, presque un frère, un expert de la rénovation immobilière. »



Grégory Péron, copropriétaire de Château Bone CHÂTEAU BONE

En renonçant à se payer

De la confiance il en fallait quand, en avril dernier, en plein confinement, les deux hommes ont signé l'acte d'achat du château Bone, 1 500 m² de pierres locales, 15 hectare de terrains nichés au cœur de 40 hectares de vignobles.

De la confiance il fallait aussi en avoir quand, confiné en Bretagne, Grégory Péron ne devait s'en remettre qu'aux visioconférences pour suivre les travaux des équipes de son « frère » qui, au terme d'un chantier de remise à niveau, ont fait du lieu un cocon qui enrichit l'offre de sites événementiels de la région.

De la confiance enfin il en faut puisque malgré un premier été sauvé par des locations saisonnières des cinq gîtes, « notamment par des amis, des proches, qui ont joué la carte de la solidarité, mais aussi des Bordelais, Parisiens, Lyonnais, à la recherche d'un

havre de paix », Grégory a décidé de renoncer à se payer et d'endosser les missions de deux employés à plein temps qu'il n'a pas pu recruter, afin de maintenir Château Bone au dessus de la ligne de flottaison de sa très belle piscine.

Le retour des mariages

« Quoi qu'il m'en coûte, je lutte pour faire vivre ce lieu qui mêle tradition et modernisme, qui dispose d'extérieurs remarquables, d'une salle de 300 m² et d'une capacité d'accueil de 270 convives, en utilisant tous les réseaux sociaux, les réseaux d'entreprises, les sites spécialisés dans les mariages... »

Le résultat c'est que pour l'été prochain, le carnet de réservations de Château Bone se remplit, notamment avec les mariages reportés en 2020.

En attendant, dès mars, des séminaires d'entreprises y

sont programmés. « L'incertitude sanitaire qui pèse sur le calendrier implique de passer beaucoup de temps à rassurer, notamment les futurs mariés, sur les conditions d'annulation, mais aussi et surtout sur le protocole sanitaire que nous avons mis en place et que nous avons affiné au fil du temps, en mettant au point des fiches synthétiques que nous communiquons à nos clients dès le premier contact », explique Grégory Péron, qui se dit plutôt confiant concernant la saison à venir.

« Si depuis un an mes nuits sont très courtes et hantées par le coup de frein de la crise, j'ai confiance dans la vaccination et dans la relance économique, qui sera forte, assure-t-il. J'ai hâte de travailler dur... D'en vivre à nouveau et de pouvoir recruter enfin les deux temps pleins. »

P. R.

tension palpable perdue. Je ne sais pas où j'ai failli. Je me bats pour faire tourner le magasin, pour éviter que les collaborateurs souffrent de la situation mais je me sens seule, j'ai l'impression de porter le monde mais j'aimerais bien être portée moi aussi ! Si tout le monde m'interroge régulièrement sur la santé du magasin, jamais personne ne semble s'inquiéter de la mienne. Personne ne me demande si j'ai besoin de quelque

chose... Mais quoi qu'il en soit, même fatiguée je tiens le coup et on se bat ! »

Le magasin tient le coup. Il a perdu de l'argent, il a du mal à fidéliser les salariés, mais il résiste, sans aide. Sa dirigeante, qui au sein du syndicat patronal CPME Gironde, milite pour la mise en place de cessions de « yoga du rire » pour détendre des adhérents sous pression comme elle, ne dirait pas non à des lendemains plus souriants.

Jonathan, traiteur sachant tenter

Dans un secteur sinistré, le traiteur girondin Jonathan Le Viavant fait face au défi ultime : se sauver

S'adapter, Jonathan Le Viavant sait faire. Le jeune chef pâtissier de formation de 34 ans est un globe trotteur du goût. Ses armes, il les a faites dans des cuisines aux États-Unis, à Ibiza, à Courchevel, au Canada. Il aime « tenter de nouveaux défis, de nouveaux styles culinaires. »

Depuis un an il est servi, en matière de défis. Un virus met à l'épreuve sa propension à tester de nouvelles expériences pour sauver l'activité de chef à domicile et de traiteur « Mon chef à moi » qu'il a créée en 2019 à Bordeaux.

« Si l'été se passe bien... » « Je me suis entouré d'une équipe de deux personnes, dont un chef, pour pouvoir répondre à des demandes en

hausse mais la crise sanitaire a tout remis en cause », raconte-t-il.

Une fois digéré le choc, Jonathan Le Viavant a décidé de se battre. « Avec mon équipe formidable, soudée, nous avons tout tenté : le clic et collecte, sans résultat, une activité de livraison de buffets qui décolle. À Noël, nous avons couru partout livrer des bûches, nous livrons des plats, faisons de la cuisine à domicile... »

Résultat, s'il ne se paye pas, sa structure survit et récupère parfois les marchés de certains traiteurs mis à terre. « Je suis fatigué moralement mais je crois, si l'été se passe bien, que nous allons nous sauver. »

P. R.

Apesa, la bouée des patrons à la dérive

Créée en 2012 par un greffier du Tribunal de commerce de Saintes, l'Apesa, association référence en matière d'aide des patrons aux idées suicidaires, gère le numéro vert national

Si beaucoup se battent, d'autres baissent les bras. Savez-vous quel est aujourd'hui le plus triste des points communs qui relient demandeurs d'emploi et patrons ? Les pensées suicidaires.

La dernière étude de l'Ifop sur le sujet a montré que dans ces deux catégories, ils sont 27 % à avoir envisagé au moins une fois de mettre fin à leurs jours. Un ratio qui, concernant les chefs d'entreprise, a une réponse sous la forme d'une association : l'Apesa.

960 aidés en 2020

Il s'agit d'un réseau d'écoute créée en 2012, à l'initiative de Marc Binné, greffier au Tribunal de commerce de Saintes, en Charente-Maritime. L'Apesa

est un maillage national de professionnels, avocats, greffiers, juges... En contact régulier avec des entrepreneurs en difficultés. « Nous devons être sensibles à l'émergence de signaux d'alerte sur des mal-être pouvant conduire au pire. Nous orientons les patrons en souffrance psychologique vers un des 1190 psychologues associés au programme », précisait Marc Binné en décembre dernier.

L'Apesa a été choisie par Bercy pour piloter le numéro vert national : 0 805 65 505 0 dédié à l'écoute des patrons en détresse. En 2019, l'Apesa a pris en charge 619 patrons. En novembre 2020, ils étaient déjà 960.

P. R.



Marc Binné et l'équipe de l'Apesa à Saintes. P. R.